

Sommaire / Summary

1. Allemagne : Hugo Boss parie sur le luxe pour soutenir sa croissance
2. Angola : Japanese funding makes way for recovery of textile industry in Angola
3. Cambodge : Evalliance signe une convention avec EuroCham
4. Cambodge : les lois du travail ne protègent pas suffisamment les salariés du textile
5. China : Japanese and Korean manufacturers pulling out of China
6. Korea : South Korea textile, clothing imports hit all-time high in 2014
7. Coton : les prix baissent, victimes de la force du dollar
8. France : Lectra annonce le lancement de Lectra Fashion PLM V4
9. France : plus de 1000 emplois supprimés chez Vivarte (Halle aux vêtements, André, Naf Naf, Kookaï..)
10. Italie : OVS fait son entrée en Bourse
11. Madagascar : Antananarivo signe un retour significatif à l'AGOA
12. Mali : 1^{ère} édition du Salon International du Coton Africain (SICOA)
13. Maroc : comment attirer les Chinois dans le textile ?
14. Maroc : ouverture à Casablanca des salons du textile, de la mode et du cosmétique
15. Maroc : professionnels et pouvoirs publics tentent de sauver le marché local du textile
16. North Korea's growing economy and America's misconceptions about it
17. Pakistan : govt won't convince Turkey for waiving off duties on textiles
18. Pakistan : GSP+ improves Pakistan's trade profile
19. Pakistan : Ministry to facilitate textile industry for enhancing capacity
20. Thailand textile & clothing exports earn \$7.459bn in 2014
21. Tunisie : des rencontres B2B en Italie pour développer les opportunités en faveur du textile-habillement
22. Turkey : Istanbul to host 31st IAF World Fashion Convention
23. Turkey : losses in trade, jobs distress Anatolian textile hub
24. Turkey : major Turkish textile mill in talks with banks amid cash crunch
25. Turkey : Texworld Istanbul to feature SS16 lines by 100 exhibitors
26. Turkey : duties cut textile exports to Turkey by 50pc
27. Vietnam : Textile, plus de 28 milliards de dollars d'exportations visés cette année
28. Vietnam : big year likely for VN textile, garment exports
29. Vietnam becomes largest Southeast Asian exporters to US on back of textiles
30. Vietnam : Israeli apparel firm to build \$13mn plant in Vietnam
31. Vietnam : local authorities say no to more garment projects

Les Echos Vendredi 13 et samedi 14 mars 2015

Hugo Boss parie sur le luxe pour soutenir sa croissance

HABILLEMENT

Le groupe a reporté à 2016 son objectif de 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires.

La part du luxe doit doubler à terme.

Jean-Philippe Lacour
jplacour@lesechos.fr
— Correspondant à Francfort

A défaut de promettre un chiffre d'affaires à la mesure des attentes pour l'année en cours, le couturier allemand Hugo Boss parie sur davantage d'exclusivité et de luxe pour doper ses performances à venir. « Nous allons positionner la marque Boss dans le haut du segment premium », a déclaré hier le patron du groupe, Claus-Dietrich Lahrs, à l'occasion de la présentation des résultats annuels. Cela ira de pair avec une augmentation sensible des prix. « Nous ne pouvons pas être bon marché », a clamé le patron du groupe de Metzingen.

Pour repartir de l'avant, le couturier compte passer la part des vêtements de luxe dans ses revenus à 20 % d'ici à cinq ans, au lieu de 10 % actuellement. Ce qui fait qu'un costume pour homme sera vendu à terme au minimum 500 euros, contre un prix d'entrée de 449 euros à l'heure actuelle en Allemagne. La mode dames doit jouer un plus grand rôle, grâce au designer vedette Jason Wu, habilleur de Michelle Obama, recruté il y a dix-huit mois.

L'accent sera par ailleurs mis sur les accessoires et chaussures. Et les produits seront davantage proposés



Le nouveau positionnement d'Hugo Boss dans le haut du segment premium s'accompagnera d'une augmentation sensible des prix. Photo Denis Allard/RÉA

dans des magasins propres. Une cinquantaine vont ouvrir cette année. La distribution exclusive doit représenter 75 % du chiffre d'affaires d'ici à 2020, contre 57 % l'an dernier.

Révision à la baisse

Cette offensive dans le haut de gamme doit contrecarrer la tendance à la baisse observée sur le marché de la mode. La clientèle réduit ses achats en voyant plusieurs foyers de crise s'envenimer dans le monde. Le début d'année 2015 s'en ressent, de sorte que le couturier allemand a dû revoir son objectif de chiffre d'affaires pour 2015, établi initialement à 3 milliards d'euros. Celui-ci s'est élevé à 2,57 milliards d'euros l'an passé et il est désormais prévu qu'il progresse de plus ou moins 5 % pour l'exercice en cours, puis touche la barre des

3 milliards l'année suivante. Le recul de l'euro face au dollar ne sera pas d'un grand recours pour cela, car 20 % seulement du chiffre d'affaires est réalisé aux Etats-Unis.

Côté rentabilité, la griffe concurrente d'Armani et de Ralph Lauren a affiché un bénéfice opérationnel (Ebitda) en hausse de 5 %, à 591 millions d'euros. Elle vise une hausse de 5 à 7 % cette année. Le résultat net a stagné à 334 millions d'euros, à cause de charges exceptionnelles en Amérique et au Moyen-Orient. Néanmoins, le dividende proposé, 3,62 euros, augmente de 8 %.

Les analystes ont surtout retenu la révision à la baisse du chiffre d'affaires, dont l'ampleur les a surpris. Résultat, l'action Hugo Boss dégringolait hier jusqu'à 3,8 % en matinée, avant de refaire son retard en journée. ■

Les chiffres clefs

334

MILLIONS D'EURS
Le résultat net dégagé l'an dernier par le groupe allemand d'habillement.

10 %

LA PART DU CHIFFRE D'AFFAIRES
de Hugo Boss réalisé dans le domaine du luxe. Le couturier compte doubler cette part d'ici à cinq ans.



NEWS FEATURES MACAO MAGAZINE

Japanese funding makes way for recovery of textile industry in Angola

MARCH 10TH, 2015



© DW/M. & J.

In 2009, 2010 and 2011 the Angolan government three financing agreements with the Japan Bank for International Cooperation (JBIC) amounting to more than US\$1.2 billion, said the Angolan Secretary of State for Cooperation of the Ministry of Foreign Affairs .

Secretary of State Ângela Bragança, who spoke Monday in Luanda on Angola/ Japan economic relations, said that the resources provided by the JBIC allowed the recovery, modernisation and expansion of textile industries Textang II in Luanda, África Têxtil in Benguela and Satec in Kwanza Norte, the implementation of which is the responsibility of a Japanese company.

Bragança, cited by Angolan news agency Angop, said that the proposals for Textang II and África Têxtil were completed in 2014, while the project for Satec should be completed in the final quarter of this year.

Speaking at the Angola/Japan Business Forum, the Secretary of State said she had recently requested a feasibility study from the JBIC to finance a fibre optic cable project, estimated to cost US\$300 million, based on a guarantee issued by the Finance Ministry.

The Secretary of State said preparations were underway to take on a new loan to finance the energy sector reform programme currently underway in Angola. (macauhub/AO)



Cambodge : EVAlliance signe une convention avec Eurocham

vendredi 13 mars 2015

Après avoir signé un protocole d'accord avec GMAC, la fédération cambodgienne des industrie de l'habillement (Garment Manufacturers Association in Cambodia) et le Ministère Cambodgien du Commerce, EVAlliance a conclu en février 2015 une convention de partenariat avec EuroCham, la Chambre de Commerce Européenne au Cambodge.



Crée en juin 2011 avec le soutien de trois organisations fondatrices, la Chambre de Commerce et d'Industrie Française au Cambodge (CCIFC), la British Business Association in Cambodia (BBAC) et l'Arbeitskreis Deutsche Wirtschaft (ADW), EuroCham a pour objectif de promouvoir les intérêts des entreprises européennes opérant au Cambodge, en facilitant l'accès au marché cambodgien et en créant un vaste réseau de soutien parmi ses membres.

Depuis décembre 2014, EuroCham mène le projet ICI+, cofinancé par l'Union Européenne, dont le but est de promouvoir le Cambodge et l'ASEAN en tant que destinations commerciales et d'investissement à fort potentiel, notamment auprès des PME européennes.

Cambodge : Les lois du travail ne protègent pas suffisamment les ouvrières et ouvriers du textile

Les compagnies internationales devraient divulguer les noms de leurs fournisseurs et protéger les travailleuses et travailleurs contre des abus

12 MARS 2015



Des ouvrières du textile dans une usine de confection à Phnom Penh, la capitale du Cambodge. Les femmes représentent près de 90 % de la main-d'œuvre dans l'industrie de l'habillement, dans ce pays.

« Le gouvernement cambodgien devrait prendre des mesures rapides pour améliorer son bilan déplorable en matière d'application de sa législation du travail, et pour protéger les travailleuses et travailleurs contre les abus. »

Aruna Kashyap, chercheuse senior auprès de la division Droits des femmes

(Phnom Penh) – Le gouvernement [cambodgien](#) omet de protéger contre de graves violations du droit du travail les travailleuses et travailleurs participant à la production de vêtements pour le compte de compagnies internationales, a déclaré Human Rights Watch dans un nouveau rapport publié aujourd'hui. Ces personnes, qui sont en majorité des femmes, sont souvent victimes de divers abus – heures supplémentaires forcées, discrimination en cas de grossesse, pratiques antisyndicales que ni le gouvernement ni les compagnies n'ont suffisamment cherché à endiguer.

Le rapport de 140 pages, intitulé « [« Work Faster or Get Out »: Labor Rights Abuses in Cambodia's Garment Industry](#) » (« 'Travaille plus vite ou dégage' : Atteintes au droit du travail dans l'industrie de l'habillement au Cambodge ») documente l'application laxiste des lois du travail par le gouvernement et les actions des compagnies qui entravent la surveillance et le respect des lois. Au cours des dernières

années, les revendications de salaires, les cas d'évanouissement d'ouvrières du textile et les procédures pénibles d'enregistrement des syndicats ont mis en lumière la dure condition des travailleurs dans les usines de confection du Cambodge.

« Le gouvernement cambodgien devrait prendre des mesures rapides pour améliorer son bilan déplorable en matière d'application de sa législation du travail, et pour protéger les ouvrières et ouvriers du textile contre les abus », a déclaré [Aruna Kashyap](#), chercheuse senior auprès de la division Droits des femmes à Human Rights Watch. *« Ces marques de vêtements sont mondialement connues. Les compagnies ont beaucoup d'influence, et elles peuvent et devraient faire davantage d'efforts pour s'assurer que leurs contrats avec les usines de confection ne contribuent pas à des violations du droit du travail. »*

Human Rights Watch a constaté que de nombreuses usines ont émis à plusieurs reprises des contrats illégaux de courte durée pour éviter de payer les travailleuses pour les congés de maternité et autres avantages ainsi que pour les intimider et les contrôler. Les petites usines qui sous-traitent à de plus grandes usines axées sur l'exportation sont plus susceptibles d'embaucher des travailleurs sur une base occasionnelle, rendant la tâche plus difficile aux travailleurs pour ce qui est de faire valoir leurs droits parce qu'ils risquent d'être facilement renvoyés. Les compagnies internationales de vêtements n'ont pas pris de mesures adéquates pour mettre fin aux contrats illégaux à court terme dans leurs usines de fournisseurs – même là où leurs codes de conduite des fournisseurs comportent des clauses limitant leur utilisation.

L'industrie du textile au Cambodge, dominée par les investissements étrangers en provenance de Hong Kong, de Taïwan, de Chine, de Singapour, de Malaisie et de Corée du Sud est essentielle à l'économie du pays et aux moyens de subsistance des femmes. Les femmes représentent 90 pour cent des plus de 700 000 travailleurs du textile du pays dans 1 200 entreprises de ce secteur, selon le ministère de l'Industrie et de l'Artisanat.

Le rapport de Human Rights Watch s'appuie sur des entretiens menés auprès de plus de 340 personnes, dont 270 travailleuses et travailleurs de 73 usines de Phnom Penh et des provinces voisines, des dirigeants syndicaux, des représentants du gouvernement, des défenseurs des droits du travail, l'Association des fabricants de vêtements du Cambodge et des représentants de marques internationales de vêtements. Sur les quelque 200 compagnies internationales de vêtements qui sous-traitent une partie de leur production au Cambodge, Human Rights Watch a été en contact avec Adidas, Armani, Gap, H & M, Joe Fresh et Marks and Spencer.

Alors que la loi cambodgienne du travail exige que les heures supplémentaires soient volontaires, des travailleuses et travailleurs de 48 usines produisant des vêtements pour des compagnies internationales ont affirmé à Human Rights Watch que ces heures supplémentaires leur ont été imposées. Les représailles des usines dans un quart de ces usines ont comporté des licenciements, des retenues sur les salaires et des transferts punitifs. En février 2015, le ministère du Travail a de nouveau appelé à l'application des règlements pour les heures supplémentaires en usine.

Des travailleuses et travailleurs de 35 usines ont signalé des pratiques antisyndicales notamment le licenciement et l'intimidation de dirigeants syndicaux nouvellement élus ainsi que des contrats à court terme pour les hommes afin de les décourager de former ou de rejoindre des syndicats. Un grand nombre de travailleurs ont déclaré à Human Rights Watch que les directeurs d'usine ont fait pression sur eux pour atteindre les objectifs de production de telle façon que cela a porté atteinte à leur capacité à prendre des pauses, utiliser les toilettes, boire de l'eau ou déjeuner. Dans certains cas, la pression pour atteindre les objectifs de production a augmenté après que le salaire minimum a augmenté en 2013 et 2014.

Des travailleuses employées dans 30 usines ont fait part d'exactions spécifiques, notamment le refus d'embaucher, de renouveler les contrats à court terme, ou de prévoir des aménagements raisonnables pour les travailleuses enceintes, ce qui leur rend difficile de travailler dans les usines. Pour les travailleurs de certaines usines, il a été difficile de prendre un congé de maladie médicalement approuvé. Human Rights Watch a également documenté le travail illégal d'enfants dans 11 des usines examinées. C'est dans les petites usines de sous-traitants, qui produisent pour les grandes usines ayant des licences d'exportation, qu'ont été signalés les pires abus.

Selon le ministère du Travail, de 2009 à 2013, les fonctionnaires ont infligé des amendes à seulement 10 usines et lancé des poursuites contre sept usines – tout cela en 2011. Bien que le nombre d'amendes se soit élevé à 25 dans les 11 premiers mois de 2014, ce nombre continue d'être extrêmement faible par rapport au nombre total d'usines et aux tendances persistantes de violations des droits du travail. En 2014, le ministère du Travail a initié un mécanisme intégré d'inspection du travail et a amélioré la

formation. Mais des réformes importantes sont nécessaires pour renforcer la crédibilité étant donné les allégations de corruption et pour améliorer le bilan de l'inspection, a déclaré Human Rights Watch.

Depuis les protestations des travailleurs pour une augmentation du salaire minimum en décembre 2013, le ministère du Travail a mis en place des procédures pénibles d'inscription pour les syndicats, rendant plus difficile aux syndicats l'obtention de licences.

Better Factories Cambodia (BFC), programme d'amélioration des usines au Cambodge, est un contrôleur tiers mandaté pour inspecter toutes les usines ayant des licences d'exportation et produit des rapports spécifiques aux usines. Cependant Human Rights Watch a constaté que certaines usines de sous-traitants plus petites sans licences d'exportation sont exclues des inspections, mais travaillent indirectement pour le compte des compagnies internationales, par l'intermédiaire d'usines plus grandes. C'est dans ces petites usines que persistent certaines des pires conditions de travail. BFC a lancé une base de données de transparence en 2014 citant 10 usines où le respect du droit du travail est médiocre. Toutefois, la base de données de transparence ne contient pas d'informations sur l'engagement pris par les compagnies envers la BFC, ni sur les mesures prises par celles-ci pour faciliter le respect du droit du travail dans les usines des fournisseurs.

Après de récentes hausses de salaires, dont l'Association des fabricants de vêtements du Cambodge craignait qu'elles ne conduisent les compagnies internationales de vêtements à se tourner vers des « marchés moins chers », l'Organisation internationale du travail a appelé ces entreprises à « *jouer leur rôle* » pour absorber une partie de l'augmentation des coûts que cela va créer pour les usines. Human Rights Watch a constaté qu'un grand nombre d'usines du textile ont utilisé diverses pratiques pour réduire les coûts au détriment des droits des travailleurs protégés en vertu de la loi cambodgienne.

« *Ces compagnies internationales du secteur de l'habillement devraient contribuer à faire respecter le droit du travail en divulguant publiquement et en mettant à jour régulièrement les noms et adresses de leurs usines* », a déclaré Aruna Kashyap. « *Les entreprises mondiales de vêtements peuvent et devraient contrôler et remédier aux mauvaises conditions de travail dans les usines de fournisseurs et de sous-traitants.* »

Parmi les six compagnies avec lesquelles Human Rights Watch a été en contact, Adidas, Gap et H & M ont sérieusement discuté de leurs efforts pour remédier aux problèmes constatés. Adidas et H & M divulguent également publiquement les noms de leurs fournisseurs et mettent à jour périodiquement

leurs listes. Marks and Spencer s'est engagé à divulguer la liste de ses fournisseurs en 2016. Seul Adidas a créé un processus pour que les travailleurs puissent obtenir une protection en tant que lanceurs d'alerte.

Les dirigeants syndicaux indépendants de la Coalition de Syndicats démocratiques des travailleurs de la confection du Cambodge (*Coalition of Cambodian Apparel Workers Democratic Union*, CCAWDU), de l'Alliance cambodgienne des syndicats (*Cambodian Alliance of Trade Unions*, CATU), de la Fédération nationale indépendante des syndicats du textile au Cambodge (*National Independent Federation of Textile Unions in Cambodia*, NIFTUC), de l'Union collective du Mouvement des travailleurs (*Collective Union of Movement of Workers*, CUMW) ainsi que d'autres militants des droits du travail du Centre communautaire d'éducation juridique (*Community Legal Education Center*, CLEC) et du Centre d'information des travailleurs (*Workers Information Centre*, WIC) ont été au premier rang pour mettre en évidence les problèmes des droits du travail dans les usines et aider les travailleurs à faire valoir leurs droits.

Human Rights Watch a appelé le gouvernement à réorganiser ses inspections du travail et à faire en sorte systématiquement que les usines rendent des comptes pour les abus commis. Les grandes compagnies du secteur de l'habillement devraient prendre des mesures plus efficaces pour prévenir et corriger les violations des droits du travail dans les usines qui produisent pour elles.

« *Les compagnies soucieuses du bien-être des personnes travaillant pour leur compte devraient encourager une meilleure surveillance et protection en révélant publiquement les noms de leurs fournisseurs* », a conclu Aruna Kashyap. « *Toutes ces compagnies devraient prendre en compte le coût du travail, de la santé et du respect de la sécurité dans leurs contrats afin de mieux s'assurer que ces droits soient respectés dans les usines.* »



Japanese and Korean manufacturers pulling out of China



Representatives of South Korean enterprises attend an economic leader's meeting in Beijing, Aug. 20, 2012. (File photo/Xinhua)

Japanese and South Korean companies are pulling out of China in large numbers just as the three countries begin formal talks on a trilateral free trade agreement which may be concluded later this year.

The number of Japanese companies moving their manufacturing bases out of China has been on the rise and contract manufacturing in China has fallen from 70% of all their manufacturing operations in 2010 to 25% in 2014.

Nearly all of the manufacturing operations of Japanese companies have moved to Southeast Asian countries. Auto factories have moved to Thailand and Malaysia, engineering and electronics plants have gone to Thailand, the Philippines and Malaysia, and textile makers have relocated to Cambodia, Myanmar and Indonesia.

South Korean companies, several thousand of which have invested in China, are following in the footsteps of their Japanese counterparts, leading to declining numbers of South Korean companies setting up new businesses there. According to statistics from the Korea Trade-Investment Promotion Agency and the Export-Import Bank of Korea, the number of South Korean companies establishing new businesses in China dropped from 2,294 in 2006 to 901 in 2010 to 350 in 2014.

China previously experienced an exodus of South Korean textile, shoe and jewelry makers to Southeast Asia following the 2008 global financial crisis.

The large number of foreign companies pulling out of China is the result of the rising labor costs. The minimum wage went up 16.9% in 2014, and is set to grow 13% a year in the near future.

A report by the Japan External Trade Organization showed that the minimum monthly wage of a worker in China rose from US\$328 in 2010 to over US\$500 this year, well above wages in several other Asian countries, including the Philippines (US\$349), Cambodia (US\$145) and Pakistan (US\$77).

In addition, Chinese authorities have canceled several incentives extended to foreign and Taiwanese companies in China such as tax breaks. Foreign companies have also been required to pay social insurance costs for their employees since 2011.

Several economists point out that the investments made and professionals brought in by Japan, South Korea, and Taiwan have helped China quickly establish their own industries, which have begun to threaten businesses from the three countries.

Six of South Korea's eight biggest exporting sectors have been overtaken by China. In the smartphone business, the combined global market share of nine Chinese companies, including Huawei and Lenovo, has reached 31.3%, higher than the 30.1% held by Samsung and LG.

At the same time, the strategy used by Japanese companies to spread their factories around the world is more costly than Chinese companies' approach of concentrating their production at home.

Observers have pointed out that the ability of foreign companies to invest overseas has been hurt by weaker economies at home following the global financial crisis, and their days of profiting from China's rapid growth have ended.

(Bert Lim is president of the World Economics Society. Translated by Want China Times.)



2015-03-03 (Tuesday)

0.9°C Daegu



SEARCH

4 mobile

HOME

NATIONAL

NORTH KOREA

BUSINESS

CULTURE/SPORTS

PHOTOS

FULL STORIES

FOCUS

S. Korea's textile, clothing imports hit all-time high in 2014

2015/03/03 10:05

SEOUL, March 3 (Yonhap) -- South Korea's imports of textiles and clothing hit an all-time high in 2014, raising worries that the country could fall into a trade deficit soon in an industry that used to be a major growth engine for its economy, according to data released Tuesday.

South Korea imported US\$14.66 billion worth of textiles and clothing last year, up 8.4 percent from a year earlier, according to the figures provided by the Korea International Trade Association. The amount represented the largest ever.

Exports inched down 0.1 percent on-year to \$15.94 billion, narrowing the industry's surplus to a record low of \$1.28 billion, about half the amount from a year earlier.

South Korea's trade surplus in textiles and clothing peaked at \$14.04 billion in 1998, but it has been on the decline ever since. Experts worry that if this trend continues, the country could soon post a deficit in the sector.

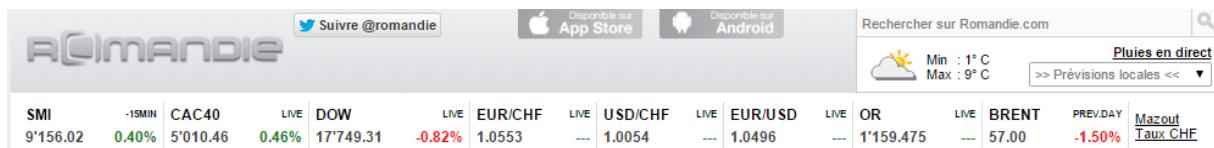
Exports of textiles and clothing are shrinking as many factories beset by high production costs are moving to China and Vietnam. Imports are growing, mostly driven by cheaper products from China.

Consequently, the trade deficit with China in the sector has been worsening.

Last year, South Korea exported \$2.52 billion worth of textiles and clothing to China, while its imports from the country came to \$6.59

billion, about 45 percent of the total imports for the sector, the data showed.

kokobj@yna.co.kr



The header of the Romandie.com website features a navigation bar with links to social media (Twitter), mobile app stores (App Store and Android), a search bar, and a weather forecast. Below the header is a row of market tickers showing SMI, CAC40, DOW, EUR/CHF, USD/CHF, EUR/USD, OR, BRENT, and Mazout/Taux CHF. The SMI index is at 9'156.02, up 0.40%.

SMI	-15MIN	CAC40	LIVE	DOW	LIVE	EUR/CHF	LIVE	USD/CHF	LIVE	EUR/USD	LIVE	OR	LIVE	BRENT	PREV.DAY	Mazout
9'156.02	0.40%	5'010.46	0.46%	17'749.31	-0.82%	1.0553		1.0054		1.0496		1'159.475		57.00	-1.50%	Taux CHF

13.03.2015

Coton hebdo: les prix baissent, victimes de la force du dollar

New York (awp/afp) - Les prix du coton ont baissé cette semaine, des exportations satisfaisantes ne suffisant pas à compenser les effets négatifs du brusque renforcement du dollar et d'un nouveau déclin des cours du pétrole.

Les cours, qui tentent depuis le début de l'année de remonter de leurs plus bas niveaux en près de six ans, ont été pris d'un nouvel accès de faiblesse lors des deux précédentes semaines.

"Le coton subit les coups des autres marchés, dont une baisse des cours du brut et de la plupart des matières premières, ainsi que le renforcement du dollar", a résumé Sharon Johnson, de Wedbush Securities.

Le billet vert, qui bénéficie de la perspective d'un resserrement de la politique monétaire américaine, est à son plus haut niveau depuis douze ans face à l'euro, qui souffre lui-même des rachats d'actifs engagés par la Banque centrale européenne (BCE), et cette situation n'est pas favorable aux exportations américaines.

Plus spécifiquement, les cours du coton souffrent aussi de la présence de moins en moins importante des spéculateurs sur le marché au profit d'acheteurs commerciaux, comme les filatures, qui ne sont pas prêts à payer des prix aussi élevés.

Dans ce contexte, le marché n'a pas prêté beaucoup d'attention à un rapport mensuel des Etats-Unis sur l'offre et la demande, qui s'est avéré un "non-événement" sans changement notable, selon les termes de Sharon Johnson.

En revanche, il a obtenu un peu de soutien en fin de semaine avec les chiffres hebdomadaires sur les exportations de la semaine dernière, qui ne sont "pas trop mauvais" vu que les cours du coton étaient alors plus élevés, d'après les experts de Plexus Cotton.

"Une nouvelle fois, le panel d'acheteurs était large, avec pas moins de 18 pays sur la liste", ont-ils souligné.

La livre de coton pour livraison en mai, le contrat le plus actif sur l'InterContinentalExchange (ICE), s'échangeait vendredi à 60,48 cents, contre 62,97 cents en fin de semaine dernière.

L'indice Cotlook A, moyenne quotidienne des cinq prix du coton les plus faibles sur le marché physique dans les ports d'Orient, évoluait à 67,25 dollars les 100 livres contre 69,85 dollars vendredi dernier.



LECTRA : Lectra annonce le lancement de Lectra Fashion PLM V4

Publié le 10 Mars 2015

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Lectra annonce le lancement de Lectra Fashion PLM V4

Lectra Fashion PLM rationalise le développement produit, depuis la planification des collections jusqu'à la mise en rayon

Paris, le 10 mars 2015 - Lectra, numéro un mondial des solutions technologiques intégrées pour les industries utilisatrices de matériaux souples - textiles, cuir, tissus industriels et composites -, annonce le lancement de la nouvelle version de son logiciel de gestion du cycle de vie des produits, Lectra Fashion PLM V4.

La complexité croissante de l'industrie de la mode constraint les entreprises à moderniser leur modèle économique traditionnel pour se transformer. « *Les entreprises de mode doivent adapter leurs manières de travailler et devenir suffisamment agiles pour mettre rapidement sur le marché des produits attractifs, qui plairont aux consommateurs. Avec plus de 40 ans d'expérience dans l'industrie de la mode et de l'habillement, Lectra apporte son expertise, ses technologies et ses méthodes de conduite du changement. Cette combinaison permet aux entreprises de relever les défis actuels du marché de la mode et de rester compétitives* », explique Daniel Harari, directeur général de Lectra.

« *Lectra Fashion PLM a été conçu pour faciliter le travail d'équipe, depuis la création jusqu'à la production, et pour aider les entreprises de mode à développer de meilleurs produits, plus vite, tout en dynamisant leur performance globale* », ajoute Anastasia Charbin, directeur marketing mode et habillement, Lectra.

Dans cette nouvelle version, une attention particulière a été portée à la planification de collection et à la gestion de calendrier. Lectra Fashion PLM V4 a été développé par les équipes R&D de Lectra en partenariat avec Samsung-Cheil Industries, leader sud-coréen de la mode, et DBApparel, leader français des sous-vêtements de marque.

Créer une collection rentable répondant aux tendances saisonnières, aux attentes des consommateurs et aux contraintes de temps est un défi complexe. Grâce à la planification de collection avec Lectra Fashion PLM, les entreprises disposent désormais de la vision financière dynamique dont elles ont besoin pour gérer efficacement leur offre de produit.

« *Nous avons travaillé étroitement avec Lectra pour intégrer Lectra Fashion PLM. Nous avons mis l'entreprise au défi de concevoir un module de gestion des plans de collection sophistiqué, efficace mais également convivial qui corresponde à nos besoins quotidiens* », précise Shin Yang-sik, directeur général délégué de Samsung-Cheil Industries. Lectra Fashion PLM permet à ce géant coréen de la mode de gagner en efficacité pour atteindre ses objectifs stratégiques en termes de production et de commercialisation de leurs collections.

Visualiser et contrôler les flux d'activité, depuis le concept initial jusqu'au produit fini, est indispensable pour améliorer les délais de mise sur le marché et maîtriser les coûts. La gestion de calendrier dans Lectra Fashion PLM aide les managers à adapter et respecter les échéances étape par étape, et à faire progresser ainsi, en permanence, les cycles de développement.

« *Notre objectif est d'améliorer sans cesse nos processus, depuis la création jusqu'à la livraison du produit final, pour gagner en compétitivité. La gestion de calendrier de Lectra Fashion PLM permet à nos équipes de travailler sur une plateforme commune. Elles peuvent ainsi anticiper et prioriser les différentes phases du cycle de développement produit pour une rapide mise sur le marché* », explique Giuseppe Zambarbieri, directeur informatique, DBA Operations.

« *Nous sommes convaincus qu'une relation durable est la meilleure façon d'aider nos clients à répondre à leurs enjeux, sur le long terme. Nous sommes très heureux que Samsung-Cheil Industries et DBApparel nous aient rejoints dans cette belle aventure PLM* », conclut Daniel Harari.

A propos de Lectra

Lectra est numéro un mondial des solutions technologiques intégrées pour automatiser, rationaliser et accélérer les processus de conception, de développement et de fabrication des produits des industries utilisatrices de matériaux souples. Lectra développe les logiciels et les systèmes de découpe automatique les plus avancés et propose des services associés, spécifiques à un ensemble de grands marchés dont la mode (habillement, accessoires, chaussure), l'automobile (sièges et intérieurs automobiles, airbags), l'ameublement, ainsi qu'à un large éventail d'autres industries telles que l'aéronautique, l'industrie nautique, le secteur de l'énergie éolienne et les équipements de protection des personnes. Avec un effectif de 1 500 personnes, Lectra accompagne 23 000 clients dans plus de 100 pays et réalise un chiffre d'affaires de ?211 millions en 2014. Lectra est cotée sur Euronext.

Pour de plus amples informations, visitez notre site www.lectra.com

Responsable Relations Presse Groupe : Nathalie Fournier-Christol

E-mail :

Tél.: +33 (0)1 53 64 42 37 - Fax: +33 (0)1 53 64 43 40

Plus de 1000 emplois supprimés chez Vivarte (Halle aux vêtements, André, Naf Naf, Kookaï...)

12/03/15

Après une année 2014 catastrophique pour la Halle aux vêtements, l'enseigne veut fermer plus de 200 magasins et modifie sa stratégie.

Le groupe leader de l'habillement en France (Halle aux vêtements, André, Naf Naf, Kookaï, Chevignon, Halle aux chaussures, Minelli, Pataugas, San Marina...) annoncera dans les semaines qui viennent un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) de grande ampleur. Une centaine de personnes devraient être concernées chez André et plus de 900 à la Halle aux vêtements, selon des sources concordantes des syndicats et de la direction.

La Halle aux vêtements (HAV), vaisseau amiral du groupe (20% des ventes totales), a vu son chiffre d'affaires plonger de 13%, à moins de 600 millions d'euros, lors du dernier exercice décalé 2013-2014, clos fin août. En trois ans, la chute atteint près de 30% sur un marché de l'habillement en recul de 4%.

Pendant un an et demi, sous l'égide du précédent PDG, Marc Lelandais, 98 magasins HAV ont fermé en toute discréction. Mais le nouveau plan élaboré par Richard Simonin, le président entré en fonction fin octobre, et Hélène Bouygues (vice-présidente en mission de deux mois, prolongée de six mois) porte sur la fermeture de 220 boutiques supplémentaires. « Le PSE est désormais inévitable », regrette-t-on à la direction.

Les syndicats tirent la sonnette d'alarme depuis des mois. « Nous sommes très inquiets, la direction fait tout pour gagner du temps », explique Jean-Louis Alfred, représentant CFDT. Un comité central d'entreprise extraordinaire, qui devait avoir lieu le 16 mars, a en effet été reporté au 10 avril. Selon nos informations, ce report est lié aux élections départementales de fin mars. Le gouvernement aurait demandé que l'annonce soit différée.

Cette saignée dans les effectifs va s'accompagner pour la Halle aux vêtements d'un retour sur son territoire stratégique d'origine. Finies les publicités clinquantes et les ouvertures en centre-ville, la HAV repart à la conquête de son public populaire en baissant ses prix de plus de 10%, mais aussi en réduisant les collections qui utilisaient les autres marques du groupe (Naf-Naf, Chevignon ou Kookaï...by la Halle). « Nous allons retrouver le territoire que nous n'aurions jamais dû quitter », souffle-t-on au siège.

Le « H&M italien », OVS, fait son entrée en Bourse

[PIERRE DE GASQUET](#) / CORRESPONDANT À ROME | LE 01/03 À 14:47



OVS est présent dans la Péninsule à travers un réseau de 900 magasins.

En plein essor, la marque de vêtements « bon marché » est valorisée à près de 1 milliard d'euros.

C'est la première **introduction en Bourse** importante, cette année, sur le marché italien. Quatre ans après la reprise de sa maison-mère, les grands magasins Coin, par le fonds BC Partners, la marque de vêtements bon marché OVS va lever aujourd'hui 414 millions d'euros en plaçant 49,3% de son capital. 90% des actions ont été réservées aux **investisseurs institutionnels**. Sur la base du prix retenu

(4,10 euros par action), la valorisation globale du «H&M italien» s'établira à 931 millions d'euros, pour une fourchette de prix initiale de 908 millions à 1,2 milliard d'euros. Spécialisé dans la vente de vêtements «low cost» pour adultes et enfants, OVS s'est affirmé en sept ans comme la première enseigne du secteur dans la Péninsule, en doublant sa part de marché de 3% à 6,3% (5,2% sous sa seule marque), loin devant Zara, H&M et Benetton.

OVS dispose de 900 magasins dans la Péninsule

«*L'ensemble des fonds levés à travers l'introduction serviront à renforcer la situation patrimoniale d'OVS et non à réduire l'endettement de Coin*», a précisé l'administrateur-délégué d'OVS, Stefano Beraldo. Le groupe est présent dans la Péninsule à travers un réseau de 900 magasins, sous les enseignes d'OVS, OVS Kids, Upim et Blue Kids. Il table sur un taux de croissance annuel de 7% de son chiffre d'affaires grâce à l'ouverture de 25 à 30 boutiques par an, outre les magasins en «franchising». En revanche, la présence internationale (133 magasins surtout en Espagne) restera limitée. «*OVS sera bénéficiaire en 2014, même avant son introduction, après avoir payé quelque 50 millions d'euros d'intérêts financiers* (pour un endettement global de 705 millions d'euros, NDLR)», a précisé Stefano Beraldo qui a lâché la direction de Coin pour se concentrer sur sa filiale.

Fondé en 1972 sous le nom d'Oviesse, OVS Industry est devenu au fil des ans la première entreprise d'habillement italienne avec un chiffre d'affaires de 877 millions d'euros (en hausse de 7,4%) sur les neuf premiers mois de 2014, et un résultat avant impôt de 102 millions d'euros. Grâce à sa collaboration avec le styliste Elio Fiorucci et le créateur de la griffe Costume National, Ennio Capasa, et au lancement d'OVS Kids, l'enseigne a su maintenir son image «trendy» face à Zara et H&M.

A l'issue de l'opération, le groupe Coin conservera 50,7% du capital d'OVS. Stefano Beraldo n'a pas exclu que BC Partners réduise ses parts dans Coin dans les prochaines années.

@PierredeGasquet

Madagascar : Antananarivo signe un retour significatif à l'AGOA

Antananarivo 2015 Agence Afrique 03/03/2015 0

Les exportations de Madagascar au sein de l'espace commercial et économique AGOA ont atteint un million de dollars. Le pays qui signe progressivement un retour significatif à l'AGOA, prévoit cette année d'ouvrir une nouvelle ligne des produits transformés à exporter vers les Etats-Unis d'Amérique.

L'ambassadeur des Etats-Unis à Madagascar Robert Yamate a reconnu que ce pays, sortant des troubles sociopolitiques, avait réalisé de grandes avancées dans les exportations des produits commerciales vers les Etats-Unis. Le ministre malgache de l'Industrie et du développement du secteur privé, Narson Rafidimanana a expliqué les exportations vers les Etats-Unis ne vont plus simplement se limiter au textile. « Elles devront aussi s'étendront sur les produits transformés », a-t-il annoncé.

Madagascar qui va ouvrir de nouvelles lignes de produits se dit prêt à exporter plus de 7.000 produits en direction des Etats-Unis. Et d'après l'échange entre le ministre Rafidimanana et l'ambassadeur américain, les Etats-Unis aideront Antananarivo à installer des usines diversifiées notamment dans le secteur de transformation de matières premières. Pour le moment, les exportations de la grande île ne sont basées que sur du textile.

Mali: 1er édition du Salon International du Coton Africain (SiCoA) : Une pléiade d'activités pour redynamiser le secteur

11 mars 2015



Le groupement de bureaux OFIS et CAFES, en partenariat avec l'Association des Producteurs du Coton Africain (AProCA au Mali) et l'Union Nationale des Producteurs du Coton du Burkina (UNPCB) organise à Ouagadougou un Salon dénommé Salon International du Coton Africain (SiCoA) du 20 au 30 avril 2015. Le thème central de ce salon est « *Secteur de la filière coton : technologies de production et de transformation, l'analyse de la Créativité et de la Compétitivité du coton africain sur le marché international* ». A cet effet sont prévus des conférences et séminaires du 20 au 23 avril 2015 sur les thématiques suivantes : description de la filière

coton, modes de production agricole et types de coton, nouvelles technologies (créativité, production et transformation) et la compétitivité du coton africain : enjeux et perspectives. Il est également prévu des expositions, des séminaires de formation, des défilés de mode, des rencontres B to B et des excursions. Durant ce rendez-vous de la fête du coton africain, il est attendu la participation des sociétés cotonnières d'Afrique ; des producteurs du coton ; des instituts de recherche sur le Coton ; des transformateurs du coton, les producteurs d'articles à base de coton ; des huileries à base de graines de coton. Bref, tout ce qui a un lien avec le coton ou un intérêt dans le coton et ses dérivés.

Le Salon sera placé sous le Haut Patronage de Kadré Désiré Ouedraogo, président de la Commission de la CEDEAO et l'Ambassadeur des Etats Unis au Burkina Faso avec le Coparrainage du Directeur de l'Agence Française de Développement. Le salon du coton de Ouagadougou sera présidé par le ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat du Burkina Faso.

En effet, les organisateurs restent ouverts aux sponsors, aux organismes et autres partenaires pour fêter le coton africain. A travers ce salon, ils attendent trouver des solutions pour sortir les cotonculteurs des difficultés auxquelles ils sont confrontés, notamment la subvention des pays développés.

Moussa SIDIBE

L'indépendant.dpuf

Édition N° 4475 du 2015/03/04

COMMENT ATTIRER LES CHINOIS DANS LE TEXTILE

A CAUSE D'UN SMIG ÉLEVÉ, LA CHINE CHERCHE 85 MILLIONS D'EMPLOIS À L'ÉTRANGER
LA TUTELLE ESPÈRE POUVOIR SAISIR MÊME UN FAIBLE POURCENTAGE DE CETTE MANNE

Vents favorables pour un vrai décollage de l'industrie de textile au Maroc. Un contrat de performance 2015-2020 vient d'être signé, la semaine dernière, par l'Etat et l'Association marocaine des industries du textile et de l'habillement (Amith). Un acte qui va donner un contenu opérationnel au volet textile du Plan d'accélération industrielle à l'horizon 2020, basé sur l'approche des écosystèmes. Objectif, l'amélioration de la compétitivité des acteurs pour leur permettre de tirer profit des mutations favorables du secteur sur le plan international. «Pour les prochaines années, la Chine envisage de délocaliser près de 85 millions d'emplois», rappelle Moulay Hafid Elalamy, ministre de l'Industrie et du Commerce, lors d'une rencontre organisée dernièrement par l'association MBA Ponts Alumni Morocco. Cette délocalisation visant les industries à forte intensité de main-d'œuvre est déjà entamée au profit des pays voisins qui disposent de ressources qualifiées et compétitives. Une telle situation s'explique notamment par la hausse des salaires en Chine avec un Smig dépassant actuellement les 500 dollars contre près de 300 dollars au Maroc. «Cette évolution va se poursuivre durant les 5 prochaines années avec une augmentation prévisible de plus de 10% par an», est-il indiqué. Optimiste, Elalamy espère que le Maroc puisse drainer ne serait-ce que 1% de ces emplois à délocaliser par la Chine. Des opérateurs chinois en textile commencent déjà à s'installer au Maroc, une chose non concevable auparavant, selon Elalamy. «Ce contrat-programme permettra au textile de se positionner et de tirer avantage des transformations du secteur à l'international comme c'est le cas par exemple de la Turquie», indique un grand opérateur de Salé. Ce dernier rappelle qu'au moment où le marché est devenu porteur avec suffisamment de commandes à l'export, par manque de performance et compétitivité, les entreprises de textile se sont raréfiées dans la zone industrielle de Salé autrefois fief de grands noms du secteur. Pour cet industriel, le grand défi est d'assurer la relève avec de jeunes industriels qui peuvent développer et moderniser davantage le secteur. Il soulève également une pénurie d'une main-d'œuvre suffisamment qualifiée, ce qui donne au volet formation une importance dans la mise en place de la convention du textile. L'accompagnement de l'administration est également nécessaire pour dépasser les obstacles administratifs et ceux du foncier par

l'aménagement de zones industrielles de nouvelle génération avec des conditions d'installation avantageuses pour les opérateurs.

Donnant-donnant

Profitant de cette rencontre, Elalamy rappelle que le Plan d'accélération industrielle est fondé sur une approche gagnant-gagnant. «Le gouvernement va accompagner les opérateurs industriels qui s'engagent pour leur part à accompagner le pays pour atteindre ses objectifs d'ici 2020». La priorité revient à l'emploi. Avec ce plan, l'objectif est de créer 500.000 emplois (2014-2020) dont 100.000 par le secteur du textile. Il vise également à réduire la part des importations dans la balance commerciale et accroître la part de l'industrie dans le PIB pour atteindre 23% contre 14% actuellement. En contrepartie, le gouvernement prévoit des subventions financières via le Fonds de développement industriel doté d'une enveloppe de 21 milliards de DH et la mobilisation de 1.000 ha de foncier destiné à la location.

N.E.A.

Ouverture à Casablanca des salons du textile, de la mode et de la cosmétique

Mercredi 11 Mars 2015 modifié le Mercredi 11 Mars 2015 - 09:31

Les salons du textile, de la mode et de l'industrie de l'habillement, de la cosmétique et de la beauté se sont ouverts, mardi, à l'office des foires et des expositions de Casablanca (OFEC).



Ces trois salons, qui se poursuivent jusqu'au 12 mars courant, se veulent une occasion pour nouer des relations d'affaires et d'investissement entre les différents participants comme ils ambitionnent de répondre aux attentes des professionnels, ont souligné les organisateurs lors de la cérémonie d'ouverture.

Environ 150 entreprises représentant plus de 12 pays prennent part à cette rencontre, dont le Pakistan, invité d'honneur de cette édition, les Emirats Arabes Unis, la Jordanie, le Liban, l'Espagne, la Turquie, l'Italie, l'Egypte et le Maroc, ont-ils fait savoir.

Ces trois jours représentent pour les professionnels une occasion importante pour rencontrer leurs homologues et pour conclure d'importantes opportunités d'affaires, ont-ils indiqué notant que cette rencontre au Maroc souhaite offrir une plate-forme d'échanges entre les participants venus d'ailleurs.

Avec sa position géographique, sa politique d'ouverture et sa stabilité, le Maroc est de plus en plus sollicité par de nombreux professionnels désireux d'investir dans des marchés porteurs, ont-ils ajouté.
Mercredi 11 Mars 2015 - 08:34

Professionnels et pouvoirs publics tentent de sauver le marché local du textile

2015-03-13

Baisse de la consommation et recrudescence de la concurrence de l'informel et des enseignes étrangères. Les industriels veulent réorganiser le circuit de distribution et développer la production locale.



Le marché local du textile est en difficulté depuis l'été 2014. Ce constat est fait par les industriels qui expliquent ce malaise par l'effet conjugué de la mauvaise conjoncture (baisse de la consommation) et la recrudescence de la double concurrence des importations informelles et des chaînes low cost comme LC Waikiki ou encore Kiabi. En l'absence de données chiffrées attestant de la dégradation du marché local, on retiendra les témoignages de certains industriels, notamment des tisseurs et des teinturiers qui sont aujourd'hui pénalisés. «Aujourd'hui, la filière du tissage sous-utilise ses capacités de production. On ne vend plus de tissus aux producteurs locaux de textile car le marché est inondé de produits finis !», indique un tisseur de la place. Des propos confirmés par une entreprise de teinturerie dont le patron annonce n'utiliser que 50% de sa capacité de production. Cette situation prévaut aussi bien pour la filière de l'ameublement que de l'habillement.

Pour faire face à ces difficultés, sachant par ailleurs qu'ils sont conscients du développement de la classe moyenne et de l'émergence de centres commerciaux «nouvelle génération» contribuant à la mutation de la

distribution des articles du textile et de l'habillement au Maroc, les professionnels ainsi que les pouvoirs publics entendent structurer et développer le marché local. Actuellement estimé à 40 milliards de DH (10% d'ameublement, 50% d'habillement traditionnel et 40% de prêt-à-porter), ce marché devrait atteindre, à l'horizon 2025, un chiffre d'affaires de l'ordre de 90 milliards de DH.

Pour y arriver, la stratégie sectorielle prévoit l'accompagnement et le soutien des industriels/distributeurs. C'est-à-dire organiser le marché aussi bien au niveau de la production qu'au niveau de la distribution. Et cela doit se faire via l'accompagnement des opérateurs structurés pour un développement de leur activité et pour l'émergence de champions nationaux. Ces derniers devront jouer, à leur tour, le rôle de locomotive pour les entreprises de taille inférieure en vue de contribuer au développement de leur activité et ainsi leur permettre d'atteindre un meilleur positionnement sur un marché de plus en plus concurrentiel.

Le budget annuel moyen pour l'habillement est de 1 300 DH

L'accompagnement des marques nationales se fera via un soutien dans le domaine de la créativité, de la formation, de l'investissement industriel en vue d'une diversification de la production. Les professionnels ne souhaitent pas pour l'heure communiquer sur le détail des mesures prévues mais parlent plutôt d'«un ensemble complet pour le soutien des industriels/distributeurs». Cette démarche, selon certains professionnels du secteur, s'inspire du modèle turc qui était dans la même situation il y a près de 20 ans et qui est aujourd'hui bien structuré et dispose d'une offre locale compétitive. Mais la stratégie sectorielle pour le marché local ne part pas de zéro puisque l'émergence et le succès de marques nationales telle que Marwa, spécialisée dans le prêt-à-porter, et Diamantine, fabricant d'habits traditionnels de moyenne et haute gamme, constituent des expériences réussies et prouvent que le marché local est porteur d'opportunités intéressantes. Selon une étude sur la demande locale, les Marocains consacrent globalement à leur habillement un budget annuel moyen de 1 300 DH. On retiendra également que 20% des consommateurs marocains les plus riches dépensent en moyenne 2 800 DH par an. Quant aux 10% des consommateurs marocains les plus riches, ils dépensent 5000 DH par an. Une dépense qui devrait augmenter grâce à une organisation du circuit de distribution et une amélioration de la production.

L'organisation de la distribution impose une course à la taille pour les marques nationales devant être compétitives face aux enseignes étrangères. Et les opérateurs d'affirmer que les enseignes étrangères se développent plus rapidement, ce qui est tout à fait compréhensible

puisqu'elles ont atteint la taille critique et sont outillées pour se positionner. Selon les estimations des professionnels, les marques marocaines ne représentent que 1% du marché local. Ce qui appelle impérativement la structuration de la distribution locale. Celle-ci est dominée par la distribution traditionnelle qui est constituée des souks et des kissariates par lesquels transitent 78% des ventes. Les boutiques et magasins d'usines, eux, drainent 14% de la demande alors que les hypermarchés et centres commerciaux modernes n'en attirent que 3%. Selon cette même étude, les franchises étrangères représentent aujourd'hui 6% des ventes, soit un potentiel de 1,7 milliard de DH. On compte environ 85 enseignes étrangères dont la majorité est implantée à Casablanca, Rabat et Marrakech.

La stratégie sectorielle vise, de l'avis de certains observateurs, l'émergence d'un marché de marques locales répondant à toutes les catégories de demandes. Autrement dit, avoir une production de tous les niveaux allant des articles de bas de gamme à l'offre de luxe. La commercialisation des articles se ferait alors dans des souks traditionnels ainsi que dans des boutiques de luxe implantées dans les grandes villes. Une telle organisation devrait limiter dans l'immédiat, et mettre fin à long terme à la production et à la distribution informelle. Elle coupera également la route aux importateurs occasionnels qui, par le biais d'opérations ponctuelles, inondent le marché local d'articles fabriqués essentiellement en Asie, dont la qualité laisse à désirer, mais dont le prix de vente défie toute concurrence. Pour remédier à tout cela, l'accompagnement des industriels doit se faire simultanément avec un assainissement de l'environnement. Chantier engageant aussi bien le privé que les pouvoirs publics. Car, concluent les industriels, l'existence de l'informel contribue au déplacement des emplois du Maroc vers le Bangladesh et d'autres pays du Sud-est asiatique.

Aziza Belouas. La Vie éco

www.lavieeco.com

North Korea's growing economy — and America's misconceptions about it



Trucks cross from North Korea to China at a steady rate in Dandong, China, which is the commercial gateway to North Korea. (Anna Fifield/The Washington Post)

By [Anna Fifield](#) March 13

DANDONG, China — The textile factories producing “made in China” goods from compounds just across the Yalu River from North Korea offer a glimpse into a hidden world that is helping North Korea’s economy to thrive.

Operated by North Koreans, the factories produce clothes and other goods that are exported under foreign-company labels, making it impossible to tell that they have been made with North Korean hands and have contributed to North Korean profits.

The thriving operations belie the perception in Washington that U.S. and international sanctions are working to strangle North Korea's ability to make money. While an overwhelming majority of North Koreans live in poverty, the country's output has been steadily increasing, and an estimate by South Korea's [Hyundai Research Institute](#) forecasts that the North's economy will grow this year by a whopping 7 percent.

A lot of that growth comes through Dandong, a hive of North Korean and Chinese managers and traders, with middlemen helping them all cover their tracks. One local Chinese businessman estimates that one-quarter of this city's population of 800,000 is involved in doing business with North Korea in some way.

In one factory on a recent day, dozens of North Korean women sat under fluorescent strip lights sewing seams and pressing pockets on pants, some of which were destined for the United States.

"They are here to make money for the country," a North Korean factory manager said of the workers.

This scene is repeated in dozens, perhaps hundreds, of labor compounds all along the border, which in effect is little more than a line on the map. The extensive range of commercial activity suggests that it would be wrong to think that China's leadership is now so annoyed with Kim Jong Un, who took control of North Korea at the end of 2011 after the death of his father, that it is tightening the economic screws on the young leader next door.

This is a very sensitive part of China — during a week of reporting along the North Korean border, Washington Post reporters were monitored by police — and doing business with North Korea is a very sensitive subject. The textile-factory manager would allow himself to be identified only as Mr. Kim; he and other North Korean businessmen who agreed to speak

about their operations otherwise did so on the condition of anonymity for fear of jeopardizing their livelihoods.

North Korea's economy is still a basket case, barely more than one-fiftieth the size of South Korea's. But in talking about the changes underway, the businessmen described a North Korean economy that is increasingly run according to market principles, where people want to be in business, not the bureaucracy, and where money talks.

Mr. Kim, the textile manager, said he has no qualms about making pants to be worn by men going to work in "imperialist aggressor" countries such as the United States, South Korea or Japan — the three most hated enemies of his country.

He was only interested, he said, in maximizing profits for Pyongyang, wherever they come from.

"It doesn't matter whether they're an enemy country or not," Kim said.

Inside North Korea



Westerners have only glimpses of life in the closed-off country.

Fundamentals of capitalism

In the clothing factory, the women work 13 hours a day, 28 or 29 days a month, and are paid \$300 each a month — one-third of which they keep. The rest goes back to the government in Pyongyang.

“Even though I want to pay them more, I have to send a certain amount home to my country, so this is all I can give them,” Kim said in his office at the factory. On his desk, an open laptop revealed that visitors had interrupted his game of solitaire.

The women work on the third floor, wearing their coats inside to guard against the cold, and live on the second floor in shared, dormitory-style rooms decorated with a banner declaring, “Let’s realize the revolutionary ideas of Kim Il Sung and Kim Jong Il” alongside portraits of the two former leaders, grandfather and father, respectively, of Kim Jong Un. Signs on the doors read, “Call each other comrade.”

North Korea is thought to have at least 50,000 workers outside the country earning money for the regime, and 13,000 of them work in Dandong.

This neon explosion of a city contrasts starkly with the North Korean city of Sinuiju, on the opposite bank of the river, where there is only a smattering of light at night.

But there are signs of large-scale construction on the North Korean side: a half-completed apartment tower with a crane on the top and other new buildings underway. Although the traffic crossing the bridge between the two cities is far from jammed, it is constant. A steady flow of vans and container trucks, and the occasional black sedan with tinted windows, crossed in both directions over the course of a week.

Passenger and freight trains ran regularly, carrying cargo such as steel bars for construction and unrefined gold dirt.

Consumer goods go in the other direction. The most popular items to sell in North Korea these days are TV sets hooked up to solar panels — preferably with USB ports for watching smuggled dramas.

Here, North Koreans are coming to grips with the fundamentals of capitalism, even if they still won't use the term.

Over dinner one night at a Chinese restaurant, another North Korean factory manager happily chatted about his corporate role models. Chief among them: the titans of South Korean conglomerates such as Samsung and Hyundai who propelled that country's rapid economic transformation.

What had he learned from those tycoons in the South?

"Perseverance, the need to diversify," said the businessman, who manages a factory that produces goods related to the construction industry and was sporting a Tissot watch. "We're living in a world where new things keep appearing. Who would have thought Nokia would have collapsed? Their mistake was sticking with the same product."

He has absorbed some of these lessons from the outside world, describing steps he has taken to increase productivity at his factory — mainly by creating better working conditions so his employees want to work more — and boost his profits.

This is emblematic of the tentative economic experimentation taking place since Kim Jong Un became leader.

Reports from inside North Korea suggest that even state-run companies are increasingly operated according to market principles, with managers empowered to hire and fire workers — previously unimaginable in the communist nation — and conduct businesses the way they see best.

Obstacles, opportunities

There are frustrations here. The biggest one — literally — has to be the four-lane, \$350 million New Yalu River Bridge, a huge steel structure that traverses the river from a glitz urban development, Dandong New District.

The whole development project is now on ice, partly because of the [demise of Jang Song Thaek](#), the businessman and uncle of Kim Jong Un who was executed at the end of 2013, partly because of his “decadent capitalist lifestyle.” Since then, Jang’s colleagues have been recalled to Pyongyang or have disappeared — sometimes with millions of dollars in Chinese money, according to businessmen here.

Beijing is clearly none too happy about this, and smaller Chinese operators also have complaints about dealing with North Korea.

One Korean Chinese businessman named Ri who exports raw materials from North Korea said there are lots of “fraudsters” there.

“Sometimes the North Korean takes the money, but then you can’t find the person,” he said. “As the middleman, I have to take responsibility for that. There are some people here who’ve committed suicide because they’ve lost everything.”

A well-to-do Chinese couple who run an exporting business in Dandong — she was carrying a Chanel bag, he had an Armani sweater — could barely conceal their distaste for the state across the river. They used to export kitchen goods to North Korea but have stopped, saying it was too hard to make money there.

Asked if they had seen signs that North Korea is opening up its economy, the woman said, “Oh, you’re so naive!”

“I haven’t seen any signs of that,” her husband chimed in. “We built this whole new bridge, but North Korea hasn’t built anything.”

But while the political chill between North Korea and China might have had an impact on state-level economic cooperation, and those who played in the big leagues with Jang might have been scared away, there are still plenty of small businessmen looking for — and finding — ways to make money.

“These guys are out there to make a buck — they’re not the World Food Program — and as long as these opportunities exist, private, profit-seeking, market-conforming trade and investment will continue,” said Marcus Noland, an expert on the North Korean economy at the Peterson Institute for International Economics in Washington.

Take Zhang, a Korean Chinese merchant who runs one of the 30 or so Chinese businesses in Dandong that ship fabric to North Korea to be turned into clothes there for European companies. Zhang said that he employs a few dozen people on the Chinese side of the border but that his workforce in North Korea fluctuates between 3,000 and 10,000 people, depending on how many orders he has.

North Koreans are particularly good at painstaking, manual work such as lace-making and hand-stitched beadwork. He pulls out his smartphone and shows a photo of a blond woman wearing an intricately embroidered pink and white dress, a product of North Korean labor.

Zhang, who speaks Korean and Chinese, does not even need his passport to enter North Korea. He has a permit that allows him to travel back and forth freely. He talked about how he’s developed good relations with his business partners there.

“Over the past few years, I’ve built trust with the North Koreans,” he said. “Every year around the birthdays of the leaders, I go there in person and take fruit and flower baskets. I pay my respects to the leaders, and I’m sure my clients report this back to the authorities.”

Moving money

For North Koreans who make money on the Chinese side of the border, one question is how to get it back to Pyongyang.

Since the start of the Korean War in 1950, when it included North Korea in the Trading With the Enemy Act, the United States has sought to restrict North Korea's ability to bank and trade.

This has tightened markedly over the past decade, with the United States imposing rounds of sanctions designed to curtail North Korea's ability to procure materials for its nuclear weapons program by shutting the country out of the international financial system. The latest measures were imposed in January as punishment for the [hacking of Sony Pictures Entertainment](#).

The restrictions hurt at first. But North Korea has wised up. It uses small banks in China or Russia to transfer money — several banks in Dandong said it was possible to wire money to Pyongyang, for a hefty commission — or simply reverts to old-fashioned suitcases full of cash, which are much harder to stop with sanctions.

There is a sense in Dandong that sanctions are an issue for Washington and Beijing but that they don't apply here on the border.

"I'm just a local businessman," Zhang said, adding that sanctions "apply to big, international companies, not to private individuals like us," clearly considering his business with North Korea domestic. "Anyway, we find ways to get around them."

Ri, the Korean Chinese trader, said that his business partners always want cash.

"So they come out or I go into North Korea to settle the bills," he said in his office in Dandong, running wooden beads through his fingers. "They like to

be paid in U.S. dollars, euros, Japanese yen.” (North Koreans returning to Pyongyang apparently like to carry American dollars, for the cachet.)

Everyone interviewed said that it is entirely possible to send cash to North Korea — people usually just carry it in bags over the bridge — and that while there might technically be limits on how much a person can carry, in practice there are no checks, or at least no checks that cannot be overcome by greasing a few palms.

But the regime doesn’t always want cash. The North Korean businessmen who talked to The Post said they buy goods according to orders from Pyongyang and ship those back instead. Recently, they have been asked to send back solar panels and generators to help deal with North Korea’s chronic electricity shortage.

‘Like lips and teeth’

Relations between China and North Korea are complicated, but one thing is clear: Politics and economics are not entirely intertwined.

“There is a lot of jumping to conclusions in Washington and discussion about China showing a strong hand to North Korea,” said John Park, a North Korea sanctions expert at MIT. “I don’t see the evidence for that.”

Although trade appears to have dipped recently, that is the result of sharp declines in prices of commodities such as coal and iron ore — two of North Korea’s biggest exports to China — rather than some kind of punishment for Kim’s lack of deference to Xi Jinping, the Chinese president.

The young North Korean leader has not made the traditional pilgrimage to visit the state’s patron.

But pragmatic China, Park said, does not want North Korea becoming unstable and risk unsettling this precarious northeastern part of China.

“As you must have watched lots of historic soap operas in South Korea, you will know that China and North Korea are like lips and teeth,” said the North Korean factory manager over dinner, repeating an old saying about the neighbors. “Economically, nothing has changed.”

Yoonjung Seo and Hallie Gu contributed to this report.

Read more:

[North Korea’s capital, with its water parks and new buildings, coddles the elite](#)

[What’s it like to report from North Korea? Frustrating, mainly.](#)

[U.N. human rights report says it’s time to hold North Korea to account — in court](#)



Anna Fifield is The Post’s bureau chief in Tokyo, focusing on Japan and the Koreas. She previously reported for the Financial Times from Washington DC, Seoul, Sydney, London and from across the Middle East.

Govt won't convince Turkey for waiving off duties on textiles

March 14, 2015



ISLAMABAD

The government has finally decided to end its efforts to convince Turkish government to waive off 42.2 per cent safeguard measures duty that is currently imposed on Pakistan's apparel imports.

According to officials, this decision was made after Turkey refused to accommodate Pakistan after several attempts from Pakistan. Pakistan has been trying to convince Turkey to waive off or reduce 42.2 per cent duty it has imposed on Pakistani textiles since 2011, but Turkey always comes up with a firm "no", official said. He said the highest level request, in this regard, was made to Turkish Prime Minister, Ahmet Davutoglu, during his recent visit to Pakistan, by his counterpart, but the visiting PM refused. Turk delegation headed by Prime Minister visited Pakistan last month, during which, the two countries signed eleven additional agreements and MoUs. During a joint press conference, Turkish premiere said both the countries have agreed to give a central thrust to bilateral trade and investment cooperation. Both countries' officials discussed ways and means to enhance cooperation between

the two countries in diverse fields including economy, trade, energy, communications, education, culture and tourism. But despite a successful visit to Pakistan, Turk premiere rejected Pakistan's request to waive off the duties on Pakistani exports, stating that Turkey has banned many items from many countries and giving any favour to one specific country may displease other countries. After getting a plain reply from Prime Minister, Pakistan tried to include the matter into free trade agreement initiated between both the countries recently, on the pressure of local industry especially textile. Both countries had agreed to sign the FTA, which is expected to be signed in two years time, which will enhance bilateral trade to \$10 billion from existing volume of \$650 million. The textile industry officials say that Pakistan's textile exports were reduced by almost 50 per cent to around \$500 million from \$1 billion after safeguard duties were imposed to protect Turkish industry. Various apparel sector trade bodies have been urging the textiles ministry to urge the Turkish government to waive off the duty. According to local carpet industry representatives, Turkey, the second largest importer of Pakistani handmade carpets, has imposed 42.2pc customs duty on 130 Pakistani products including hand-knotted carpet, leading to a further decline in carpet exports. The representatives state that almost 100 per cent of locally produced carpets are exported, providing direct labour to the most under-privileged and uneducated 5pc strata of our society, and around 70pc of work force of this sector comprises young women who make carpets at home. According to Pakistani textile and apparel exporters, the Turkish textile sector did not face any threat from Pakistani imports.

After refusal from Turkish PM, it was the pressure from local industry that government try to convince Turkey to waive off or reduce taxes on Pakistani imports under the FTA, but Turkey rejected it. Now government has realised that Turkey has no intentions to facilitate Pakistan so the industry should find new buyers and in this regard, government is also considering playing its role, an official said. Would a firm negative reply from Turkey affect future business contracts/agreements between both countries, officials say it is early to comment. Government is looking into the agreement, that after the ban of Pakistani imports what other business opportunities exist between the two countries, an official said. In order to sign FTA with any country, there must be equal amount of benefit for the both the countries. We are considering all options, the official said.



GSP+ improves Pakistan's trade profile

MUBARAK ZEB KHAN —

Published in Dawn, Economic & Business, March 9th, 2015

PAKISTAN has improved its trade profile in the European Union in the first year of the GSP Plus. But considering the potential the facility offers, the improvement has not been significant enough, both in terms of diversification of markets and commodities.

Exports to the EU are still concentrated in a few markets and restricted to a few commodities. About 60pc of the merchandise went to just five nations, with seven items contributing almost 75pc of the total exports.

However, a positive development is that value-added goods saw a 'noticeable and a sizable increase' in exports to less developed member-states.

There is no identifiable marker to measure the progress or lack thereof of the preferential trade package. The common yardstick to measure success is merely the overall increase in volume of export proceeds, or changes in the share of different products in the overall exports. However, a few markers can be used to assess Pakistan's performance.

One can, however, discern some explicit outcome of the GSP Plus facility. In the first year, exports to Spain swelled 44pc to \$814.828m from \$564.402m in the previous year. This is the highest-ever increase in Pakistan's exports to Spain.

Pakistan has been able to enhance its presence in the EU, as its exports surged by 21pc to \$7.310bn this year. However, it is still way behind its regional competitors

Exports to Austria rose 93pc, followed by a 46pc growth to Poland and 14pc to Sweden. The cumulative share in Pakistan's total exports to these four countries rose by 17pc to \$1.202bn this year, from \$839.601m a year earlier.

Cheaper imports owing to duty waivers and competitive unit prices of Pakistani goods benefited the consumers of these countries.

For instance, persistently high unemployment, low wages and a fall in purchasing power in Spain boosted the demand for cheaper Pakistani goods there.

Moreover, the EU package helped Pakistan find new markets in Eastern Europe to some extent. Export proceeds to the six-nation Eastern bloc were far less than \$100m. However, the growth of exports, in percentage terms, to some of these countries was in double digits.

Exports to Bulgaria went up 44pc; Czech Republic 27pc; and Hungary 43pc. However, exports to Romania and Slovakia rose by only 8pc and 9pc, respectively. There is much potential to increase exports to these countries.

Pakistan's exports are still concentrated in four markets — Germany, United Kingdom, Italy and Netherlands — which constitute 60.53pc (\$4.425bn) of the total exports in the first year of the package, against 61.18pc (\$3.685bn) in the previous year.

Meanwhile, exports to Estonia dropped by 11pc, Croatia 37pc, Ireland 3pc and Luxembourg 12pc from a year ago. Interestingly, the export values to these countries were much higher in calendar years 2012 and 2013 when compared with 2014 — the year Pakistan was granted the GSP Plus facility.

Pakistan's traditional sectors, mainly textile and leather, benefited from the facility. The major beneficiary was the textile garments segment, which went up by over 28pc, followed by a 29pc increase in home textiles.

A minor growth of around 5pc was witnessed in the non-value added textile goods segment. Exports of footwear and some plastic product covers also benefited.

It appears that exporters have just diverted their products from other markets to Europe to avail the zero-duty facility.

Overall growth in textile and clothing exports remained negative, with the exception of minor rises in a few months, suggesting that the facility might not have helped Pakistan to move up the value chain. And no notable investments were made in the textile and clothing sectors.

For the apparent diversion of trade, exporters benefited from the zero-duty export facility and also from the almost 20pc depreciation of the euro against major currencies. This should not be considered an unqualified success of the GSP scheme.

Pakistan has been able to enhance its presence in the EU, as its exports surged by 21pc to \$7.310bn this year from \$6.023bn a year ago. However, it is still way behind its regional competitors.

At the end, the GSP Plus is all about sustainable development and good governance.

Ministry to facilitate Textile industry for enhancing capacity

Friday, 06 March 2015 00:04



ISLAMABAD: The Ministry of Textile Industry has embarked upon a plan to get on board all stakeholders to comprehensively execute the textile policy and revisit the concern of industries to facilitate them for enhancing their capacity in order to boost exports.

The meeting of Federal Textile Board (FTB) will be held soon to discuss the issues being faced by industrialists and the ministry to address these issues, an official of Ministry of Textile Industry said

while talking to the APP here on Thursday.

"Value addition is top priority of the government in textile sector to double the exports in the sector for the economic revival of Pakistan," he said.

He stressed the need for formulating a comprehensive and long-term policy adding that both the government and industry were committed to fully exploiting the potential of all related sectors of textile aiming at to boost its exports for benefit of the country.

He said the country's exports of textile sector would be raised from current volume of US\$ 13 billion to \$26 billion per year, in next five years through value addition and export led comprehensive strategy of the government.

He stated that the government would shift focus from exporting raw material to value added products as this approach would not only boost the economy but also help create millions of new employment opportunities in the country.

"For increasing value-added products in the country, along with other measures, the government will also provide training to 120,000 people who will get a handsome stipend during their training period," he added.

He said for textile policy 2014-19 which was approved by the Economic Coordination Committee of the Cabinet (ECC), an amount of Rs 64.15 billion was proposed for next five years against the allocation of Rs 188 billion for the last textile policy 2009-14.

He said only Rs 24 billion out of its total allocation of Rs 188 billion were released during the last five years but now the government was committed to utilize the full allocation.

He said the volume of exports would be enhanced by \$2 billion every year which would help create millions of more employment opportunities in the textile sector.

He said the government was providing gas and electricity to the textile sector as per commitment which would help enhance overall exports in this sector.

"The textile sector alone has the potential to steer the country out of its financial crisis and we have started focusing on exporting value-added products instead of raw materials to achieve this objective," he said.

He said that after the availability of GSP- Plus exports of our value-added sector had increased by 21 percent to European Union.

He pointed out that cabinet took a bold step to ensuring 12 hours gas supply to the textile sector in winter and 24 hours uninterrupted power supply besides reduction in power tariff.

The value-added textile sector could play a vital role in creation of new employment opportunities therefore the government was making all-out efforts to remove the hurdles in the growth of this sector, besides providing all necessary facilities to textile sector, he said.

Thailand textile & clothing exports earn \$7.459bn in 2014

March 13, 2015 (Thailand)



The exports of textile and clothing from the Southeast Asian nation of Thailand earned US\$ 7.459 billion last year, showing a marginal decline of 0.3 per cent over 2013's exports of \$7.482 billion, data from the Thai Garment Manufacturers Association showed.

Segment-wise, textile exports dropped by 0.14 per cent year-on-year to \$4.602 billion, while garment exports decreased by 0.57 per cent to \$2.857 billion, according to the association.

In the textile category, woven fabric exports fetched \$1.522 billion, followed by yarn and man-made filaments with \$937.36 million and synthetic filament and staple fibres with \$753.35 million.

Similarly, among apparel, man-made fibre garment exports were valued at \$866.82 million, followed by cotton garments at \$815.91 million, and garments of other textile materials at \$535.98 million.

In terms of major destinations of Thai garment exports, the US led the pack with \$999.87 million, whereas the 28-member EU accounted for \$675.71 million, Japan \$397.52 million, Asean(9) \$152.83 million, and China (including Hong Kong) \$122.75 million.

Early this year, Thailand lost EU import-duty privileges, which may lead to a decline in garment exports in 2015. (RKS)

Des rencontres B2B en Italie pour développer les opportunités en faveur du secteur Textile Habillement

La représentation du CEPEX à Milan appuyé par un bureau de consulting italien spécialisé, a organisé dans le cadre de la mise en œuvre de son programme promotionnel au profit du secteur textile habillement, deux journées de contacts professionnels B to B dans les villes italiennes, le 10 mars à Florence et le 12 mars à Milan.

12 entreprises tunisiennes des principales filières du secteur ont participé à cet évènement suite à la campagne promotionnelle conduite par le CEPEX en Tunisie.

Une trentaine d'acheteurs et de donneurs d'ordre italiens ont pris part au planning des rendez vous personnalisés. Ce visitorat s'est caractérisé par la haute qualité de sa représentativité telle que ARMANI 1st LINE, CONTE OF FLORENCE, RIFLE, CHICCO, LOTTO SPORT...

Une centaine de contacts ont pu être établie dans le cadre de ces rencontres visant le développement des opportunités d'affaires au profit des exportateurs tunisiens et la promotion ainsi que la consolidation du secteur textile habillement tunisien sur le marché italien qui représente le 2eme marché de la Tunisie.

Istanbul to host 31st IAF World Fashion Convention

March 14, 2015 (Turkey)



International Apparel Federation (IAF) will organise the 31st edition of World Fashion Convention from October 14 to 15, 2015 alongside the 8th Istanbul Fashion Conference, held simultaneously with the Istanbul Fashion Week.

The convention will discuss the latest positive developments in apparel chain. Themed 'Making it better', the conference will look into the future and highlight the current positive developments that are rejuvenating and strengthening the industry. It will also discuss issues related to investments in local skills, CSR, sustainability, products, supply chain management and marketing.

"IAF is creating bridges between continents. We aim to provide maximum value to our members in international cooperation. That is why we are hosting this year's convention in Istanbul, close to the bridge that is literally connecting the continents," said Rahul Mehta, IAF president on the decision to hold the next IAF convention in the Turkish capital.

While discussing the upcoming convention in a meeting with Istanbul Textile and Apparel Exporters Association (IHKIB) president, Hikmet Tanrıverdi, and Turkish Clothing Manufacturers' Association (TGSD) president, Seref Fayat, Mehta said, "IAF, which represents more than 20 million employees in over 50 countries, is happy to use this opportunity to support Turkey's 30 billion dollars export target in 2023."

Fayat said, "I hope our Fashion Conference and IAF Convention will inspire textile and apparel industries to work together. I think this global event will send a very strong positive message. We will bring brands and Turkish manufacturers together and take great steps to improve the potential for cooperation." (PB)

TODAY'S ZAMAN

[HOME](#) [NEWS](#) [BUSINESS](#) [INTERVIEWS](#) [FEATURES](#) [ARTS & CULTURE](#) [TRAVEL](#) [COLUMNISTS](#) [OP-ED](#) [EXPAT ZONE](#) [SPORTS](#) [CARTOONS](#) [BLOGS](#) [PRESS REVIEW](#)

Losses in trade, jobs distress Anatolian textile hub

March 08, 2015, Sunday/ 18:07:26/ RESUL CENGİZ / DENİZLİ

Amid declining exports and increasing unemployment rates, businesses in one of Turkey's key textile production centers, Denizli, are having trouble making ends meet.

Garments have traditionally been the main exports of the Aegean city of Denizli. Textiles comprise 40 percent of its total exports per year on average. However, it suffered a 20 percent and a 15 percent decline in textile exports in January and February of this year, respectively. The government assesses the jobless rate in the city at 10.5 percent. However, local business representatives say unemployment is much higher than these official figures suggest. Others estimate unregistered employment at 40 percent in Denizli.

This decline is significant, as Denizli represents an Anatolian economy that was fast-emerging during the last decade. Famous for its high-quality home textile production and entrepreneurial prowess, the city is an Anatolian Tiger, a term used to describe Anatolian cities in which business, as well as population, is booming. This term also applies to Konya, Kayseri, Gaziantep and Kahramanmaraş, cities which have spearheaded much of the surge in Turkish exports and have played an instrumental role in the political and economic development of large swaths of the Turkish countryside. Denizli was once home to leading textile firms, as well as the birthplace of Turkish industrial magnates such as Ahmet Zorlu, the owner of electronics giant Vestel.

The city of Denizli recorded exports totaling \$3.53 billion in 2014, a negligible 2.3 percent increase from the figures reported in 2013. While failing to meet expectations, Denizli's increase in exports also fell below figures reported by peers such as Sakarya (16.3 percent) and Manisa (7 percent) during the same year. Denizli Chamber of Commerce (DTO) head and board member of the Turkish Union of Chambers and Commodity Exchanges (TOBB) Necdet Özer told Today's Zaman over the weekend that jobless rates recently reaching double-digits is a key concern for local producers. According to Denizli Chamber of Industry (DSO) President Müjdat Keçeci, producers in Denizli are forced to adapt to fast-changing global market dynamics and foreign exchange rate fluctuations. "We have to diversify our export markets and review our production model to stem the losses from volatilities in markets," Keçeci told Today's Zaman.

Major Turkish textile mill in talks with banks amid cash crunch

March 01, 2015

RECORDER REPORT

BUSINESS RECORDER One of Turkey's largest textile mills is negotiating new credit lines with its banks as it seeks to resolve its financial problems, an executive said on Friday, as concerns grow about waning demand from one of the biggest buyers of US cotton. Ilbeyli Beyteks continues to operate its 25 plants and hopes to seal a new deal with its lenders in a matter of weeks, Hasan Ilbeyli, partner at the company, told Reuters.

Struggles at the mill raised concerns among US traders about cotton demand from Turkey, one of the top importers of US fiber, after a spike in cancellations of the country's orders this month. Its credit issues came as Turkey's lira currency fell to an all-time low, and amid an anti-dumping investigation into US imports, which has been criticised by the country's textile industry.

"The banks were not allowing us to use credit, but will extend the credit they were holding back," Ilbeyli said. "The issue will be solved this week or next." He declined to give further details of the situation. Ilbeyli Beyteks operates 25 factories and imports an average of 15,000 tonnes of cotton each month, he said. That equates to just under 70,000 480-lb bales a month. Traders attributed two big cancellations of US cotton by Turkey that showed up in export sales data earlier this month were in part a result of the company's troubles.

Speculation that Ankara may soon implement anti-dumping tariffs on US imports may have led to some of the cancellations, US traders said. One US trader who sells to Beyteks said shipments of cotton heading to Turkey have been diverted to other locations due in part to the company's problems. Falling demand from China and excess supplies have pressured cotton prices over the past year. Since May, the most-active May futures on ICE Futures US have dropped a third to around 65 cents per lb.

Copyright Reuters, 2015

Texworld Istanbul to feature SS16 lines by 100 exhibitors

March 10, 2015 (Turkey)



More than 100 exhibitors from Eastern Europe, Central Asia and Middle East have confirmed their participation in the upcoming second edition of Turkish fashion, fabrics and accessories trade fair, Texworld Istanbul.

Due to be held from April 7 to 9, 2015 at Lütfi Kirdar International Convention and Exhibition Center, Istanbul, the event will witness Spring/Summer 2016 collections by companies from China, Egypt, Hong Kong, Germany, India, Indonesia, Korea, Pakistan, Taiwan and Turkey.

Products such as cotton, embroidery and lace, knitted fabrics, wool and wool blends, and silk and silky aspects, functional fabrics, linens, prints, fibres, yarns and denims will be showcased at the three-day soiree.

Tayfun Yardim, managing director of the fair organiser Messe Frankfurt Istanbul, said in a press statement, "Following Texworld in Paris and New York, Texworld Istanbul is moving into position as a new member of this strong international brand. This April, we are again bringing the international fashion fabrics manufacturing base to Turkey."

"During the first Texworld Istanbul, 10 countries were represented by 115 exhibitors from China, France, Germany, India, Indonesia, Hong Kong, Pakistan, South Korea, Taiwan and Turkey. Over 5,200 buyers, designers and retailers attended the show," he said about the first instalment of the Istanbul event.

The exhibitors' line-up includes Hemmers Itex Textil Import Export GmbH (Germany), Bombay Rayon Fashions Ltd (India), Rauf Textile and Printing Mills (PVT) Ltd. (Pakistan), Karkent Tekstil (Turkey), Zhejiang Jinsuo Textiles Co Ltd (China), Texmill Co., Ltd (Korea) and Egyptian International Textiles Co. (Lion Tex) (Egypt).

The fair is expected to be attended by fashion brands, garment manufacturers, private label producers, textile retailers and wholesalers, mail-order companies, large scale retail businesses, chain and department stores, trading companies, agents, designers, buying offices, sales representatives and trend scouts.

Also, a seminar and a trend forum, designed by Texworld's art directors Louis Gérin and Gregory Lamaud and based on the Texworld Paris trends, will be hosted on the sidelines of the event. (PB)

Duties cut textile exports to Turkey by 50pc

March 08, 2015



LAHORE

The country's textile exports to Turkey dropped by almost 50 per cent to around \$500 million from \$1 billion after the latter imposed safeguard duties to protect its domestic industry. The Government of Pakistan had been raising the issue at the highest level with the Turkish officials, but there had been no developments.

Pakistan's bilateral trade with Turkey grew at good pace and crossed one billion dollar mark in 2010-11, but it started to decline after the imposition of safeguard duties in August 2011. As both countries are engaged in talks over Free Trade Agreement (FTA), the exporters have urged the government to convince its Turkish authorities to waive Safeguard Measures Duty of 42.2 percent which Turkey has placed on Pakistan's apparel imports.

Turkey had placed the extra Customs Duty on apparel imports from Pakistan, hampering mutual trade growth though it has no threats from Pakistan garments

since it manufactures 95 per cent of fashion and casual wears. According to statistics, bilateral trade decreased from \$1.082 billion in 2010-11 to \$630.46 million during current fiscal, showing 42% decrease. Pakistan's exports decreased from \$906.58 million in 2010-11 to \$455.83 during current fiscal year, which is a 50% decrease. Pakistan's imports from Turkey showed a small decrease from \$176.26 million in 2010-11 to \$174.63 million which was only one percent decrease.

Major items of exports to Turkey include articles of apparel, cloth, knitted crochet, and articles of apparel of textile material, cotton fabric (woven), chemical material and product, chemical elements and compounds, cotton yarn, leather and rice.

PRGMEA central chairman Ijaz Khokhar said that Pakistan Readymade Garments Manufacturers and Exporters Association has raised the issue with the officials of the Textile Ministry in a meeting held at PRGMEA House here on Saturday. The meeting was also attended by the Executive Committee and vice chairman Naseer Malik. He said that original Customs Duty is 9.2 percent on garment products, including denim, martial arts uniforms and home-textiles but 42.2 percent SMD increased the levy to 52 percent which is too high to afford on the world market.

Ijaz Khokhar, addressing the meeting, said that Pakistani garments exports to Turkey had never posed a threat to its local industrial growth and the SMD was an additional Customs levy that caused a big financial trouble to Pakistani exporters and Turkish importers as well. He said that Pakistani fabric exporters pay 35 percent total Customs Duty with additional 28.6 percent SMD at the import stage in Turkey, he said, adding that the higher duties should be brought to the original size to help augment both nations' mutual trade.

Vice Chairman Naseer Malik said that initially, Pakistan had requested Turkey to withdraw the additional duties as Pakistan has a small share of these products in Turkish markets i.e. 4.54 percent for fabrics and 2.3 percent for garments at that time. But Turkey maintained that since the safeguards were imposed on MFN basis, it was not possible to lift the same on Pakistani exports specifically. He said that abolition of SMD will help Pakistani exporters reach Central Asian and Eastern European nations with their garment goods besides taking its trade with Turkey to a billion dollar.

Textile: plus de 28 milliards de dollars d'exportation visés cette année

09/03/2015 | 10:23:03

[EMAIL](#) [Imprimer](#) [Partager](#) [Corps A A A](#)



Textile: plus de 28 milliards de dollars d'exportation visés cette année. Photo : Vinatex

Selon le Département général des Douanes, sur les seuls deux premiers mois de 2015, les exportations textiles du Vietnam sont estimées à près de 3,4 milliards de dollars, promettant une année à succès pour ce secteur.

M. Le Tien Truong, directeur général de Vinatex, les exportations textiles prévoient d'atteindre 28,5 milliards de dollars sur l'ensemble de 2015, dont plus de 11 milliards sur le seul marché américain, soit une hausse de 13% en un an.

La croissance sera forte au sein de l'Union européenne avec la conclusion de l'ALE Vietnam-UE (plus de 4 milliards de dollars selon les estimations). Au Japon, les exportations pourraient s'établir à 2,9 milliards de dollars (+9%). La forte demande de la République de Corée pendant les derniers mois de 2014 est un bon signe pour les exportations nationales cette année.

Selon M. Tran Viet, un responsable de Vinatex, "les accords de libre-échange avec les États-Unis et le Japon, avec l'UE, la République de Corée et l'Union douanière Russie-Biélorussie-Kazakhstan ont boosté les commandes textiles du Vietnam. La majorité des entreprises de Vinatex ont des commandes jusqu'à la fin du 2e trimestre 2015. Dans ce contexte, l'objectif de 28,4 milliards de dollars d'exportation cette année est à portée de main". -CPV/VNA

03/03/2015

Big year likely for VN textile, garment exports

Textile and garment exports are set for a boom this year, according to the Viet Nam Industrial and Trade Information Centre (VITIC), a Ministry of Industry and Trade agency.

In January exports were worth over US\$1.9 billion, marginally up from last year, but many companies in the textile and garment industry have received orders to be executed in the first and second quarters.

The US topped the list of importers, buying textiles and apparel worth nearly \$926.7 million, or nearly half of Viet Nam's total exports. Japan and South Korea also bought more than \$100 million worth of products.

The full year's exports to the US are expected to top \$11 billion, a year-on-year increase of 13 per cent.

Japanese firms' increasing investment in supporting industries in Viet Nam has created favourable conditions for the textile and garment industry, VITIC said.

Exports to Japan are expected to rise by 9 per cent this year to \$2.9 billion.

VITIC said once a free trade agreement with the EU is wrapped up, exports of textiles and garments to that market would begin to rise, reaching \$4 billion this year.

The Viet Nam National Textile and Garment Group (Vinatex) plans to invest VND9.4 trillion (\$441.3 million) by 2017 in 59 textile, dyeing, garment and infrastructure projects, according to the corporation.

They include 15 fibre production projects, 18 textile and dyeing projects, 18 garment projects and eight infrastructure projects.

Under the plan, Vinatex will disburse VND2.425 trillion (\$113.85 million) to develop these projects this year, with VND805 billion (\$37.8 million) going to fibre projects, VND713 billion (\$33.5 million) to textile and dyeing projects, VND726 billion (\$34.1 million) to garment projects, and VND181 billion (\$8.5 million) to infrastructure in industrial zones for the textile and garment industry, reported the Dau tu (Vietnam Investment Review) newspaper.

With the investment, Vinatex expects to increase this year its production capacity to 6,000 tonnes of fibre, six million metres of dyed cloth, two million vests and blazers and four million trousers, as well as one million shirts and two million knitwear products.

Vinatex is currently considered to have the largest scale in production in the textile and garment industry, with 100 member companies, and holds 15 per cent of the total national textile and garment export value.

However, the member companies of Vinatex still face difficulties in investment in sub-material production, textile and dyeing projects.

Vinatex General Director Le Tien Truong said that the member companies don't have large investment capital, presenting a major challenge for local textile and garment firms in increasing the localisation rate.

The Phong Phu Joint Stock Corporation is a member of Vinatex that has the largest capital amount of VND700 billion (\$32.86 million), while other large member companies have lesser capital, such as Viet Tien with VND200 billion (\$9.4 million), Garment 10 with VND100 billion (4.7 million), and Nha Be with VND150 billion (\$7.05 million).

The large garment companies could not invest in full supply chains, especially regarding the production of materials and sub-materials for textile and garments, to receive export orders as original design manufacturers (ODM), Truong said.

Vinatex has equitised its operations from January 1 this year, he added, so the group will promote management, investment and market and staff development.

The parent company will also take on the role of a direct investor to increase production capacity, especially self-reliance in material production, in a move to reduce dependence on imports, rather than manage State-owned capital at its member companies, as it did before equitisation.

The group has set a target for its parent company to earn VND900 billion (\$42.25 million) in revenue and VND288.4 billion (\$13.54 million) in after-tax profit in 2015; VND2.3 trillion (107.98 million) and VND342.3 billion (\$16 million) in 2016; and VND3.26 trillion (\$152.8 million) and VND405.9 billion (\$19 million) in 2017 respectively.

 **CCFGroup.com**
China Chemical Fibers&Textiles Consultancy

Free trial | login | About Us | Service | Conference

Follow us on   

Search Keyword...

NEW

[Home](#) | [Aromatics](#) | [Polyester](#) | [Recycled Fiber](#) | [Nylon](#) | [Spandex](#) | [Acrylic](#) | [PP](#) | [Viscose](#) | [Cotton](#) | [Spun yarn](#) | [Textiles](#)

[Live News](#) | [Morning Express](#) | [Daily](#) | [Weekly](#) | [Operation report](#) | [Monthly](#) | [Longterm Analysis](#) | [Database](#)

[Insight](#) | [Research VIP](#) | [Industry News](#) | [Economy](#) | [Fairs&Events](#) | [Charts](#) | [Real-time Market](#) | [China Suppliers](#)

Industry News | Time : Mar 5 2015

Vietnam becomes largest Southeast Asian exporters to US on back of textiles

Surpassing Malaysia and Thailand, Vietnam has become the largest exporter to the United States in the Southeast Asian region with a record trade surplus of almost US\$25 billion (S\$34 billion) in 2014. According to the US Census Bureau data, trade between the two countries reached US\$36.3 billion, of which, Vietnam exported US\$30.6 billion worth of goods to the US while it imported goods worth only US\$5.7 billion. In 2014, exports were up 24 per cent while imports increased 13.6 per cent compared with the previous year.

Garment and textile exports was the major contributor in the Vietnam climbing to the top with export valued at US\$10 billion, accounting for one-third of the its total export value. Vietnam's textile also raised its market share in the US to 9.26 per cent.

Vietnam recorded a trade surplus of US\$24.9 billion with the US ending 2014, the unprecedented value since the two countries normalised their relations. This is also higher than the previous forecast of a trade surplus of US\$23.9 billion by the American Chamber of Commerce in Viet Nam (AmCham). In October, AmCham forecast the two-way trade revenue to reach US\$34.9 billion in 2014, including US\$29.4 billion from Vietnam's exports to the US.

The United States' reported statistics are also larger than the figures released by the Viet Nam's General Department of Customs. According to the customs department, Viet Nam shipped nearly US\$28.7 billion worth of goods to the US and imported US\$6.3 billion from this country, registering a trade surplus of US\$22.4 billion.

Israeli apparel firm to build \$13mn plant in Vietnam

TUOI TRE NEWS

UPDATED : 03/11/2015 16:36 GMT + 7



An Israeli textile firm is completing necessary procedures to break ground on a production facility in a south-central Vietnamese province after receiving the investment license last month.

Yossi Hajaj, chief financial officer with Delta Galil Industries, worked with the administration of Binh Dinh Province on Monday on the project, to be located at an industrial park in Cat Trinh Commune.

The Tel Aviv-based company was licensed on February 9 to invest US\$13 million in the 18,000-square-meter production site, which will make textile and apparel products.

The Delta Galil Vietnam plant will begin production in the fourth quarter of this year, according to *The Saigon Times Online*.

Delta Galil has targeted to generate \$30 million in annual revenue from the plant, or 1.3 million products a year.

The company has already completed the planning work for the facility's premises, and is working on the basic design and the environmental impact assessment report.

"As a global enterprise, we are capitalizing on the growth potential of diverse markets around the world.... we are driving improvements in the production area, and will invest in a new facility in Vietnam to support growth in the coming years," CEO Isaac Dabah said in a statement.

Delta Galil Industries was established in 1975 and produces men's and women's underwear, bras, socks, baby clothing, leisurewear, nightwear; knitted fabrics, elastic ribbons, and trimmings.

The company said its manufacturing and marketing are spread across 20 countries, whereas it manages to sell 500 million products on an annual basis.

Delta Galil partners with leading global fashion brands such as Calvin Klein, Nike, Hugo Boss, and Victoria's Secret, and is also licensed to sell its own products under such brands as Wilson, Maidenform, and Tommy Hilfiger.

[Like us on Facebook](#) or [follow us on Twitter](#) to get the latest news about Vietnam!

Last update 17:00 | 10/03/2015

Local authorities say no to more garment projects

VietNamNet Bridge – Foreign-invested textile and garment projects are no longer welcomed in many provinces in Vietnam because the gains they bring are smaller than the losses.



Nam Dinh provincial authorities reported that the locality has licensed foreign-invested 32 textile and garment projects. Of the four Chinese-invested projects licensed recently, two are in textile and dyeing, registered by Thien Nam Sunrise and Yulun Vietnam.

Deputy director of the Nam Dinh provincial Planning and Investment Department, Do Ngoc Hoa, said the other Chinese enterprises, Luenthal and Sanshui Jialida, teaming up with Vietnamese Vinatex, are moving ahead with a \$400

million project on developing Rang Dong, an industrial park reserved for textile and garment companies. However, while textile and garment projects are welcomed in Nam Dinh, they are being turned away in other provinces. Ba Ria – Vung Tau, Dong Nai and Binh Duong provinces in the south and Hai Duong province in the north have been restricting projects in the field.

Some sources said other provinces are considering adding textile and garment to the list of conditional business fields.

Bo Ngoc Thu, director of the Dong Nai provincial Planning and Investment Department, said textile and garment projects would only be licensed if they are located in industrial zones and the investors pledge to satisfy requirements on waste water treatment.

Meanwhile, Mai Hung Dung, director of Binh Duong Planning and Investment Department, said there is no textile and dyeing factory in Binh Duong. There are only garment factories.

"The added value that textile and garment projects can bring to the locality is smaller than the losses they cause to the environment," Dung noted.

Hai Duong is the latest province which has "reconsidered" textile and garment projects.

The provincial authorities have decided to temporarily stopped trying to attract foreign direct investment to six business fields, including textiles and garments.

Meanwhile, the provincial authorities have called for investments in 41 projects in important business fields. These include six projects in industries and construction, two in transport services and seven in healthcare and education.

An analyst noted that Vietnam has indeed become choosier when licensing foreign-invested projects.

There is a growing tendency for rich provinces to say 'no' to projects in labor-intensive and low-added value industries like textiles and garments.

He said foreign investors were rushing to set up textile and garment factories in Vietnam in anticipation of free trade agreements of which Vietnam is a member.

Pham Chi Lan, a renowned economist, said high levels of investment in textile and garment factories would lead to oversupply and negative consequences.